

Bulletin de la SQEP

Société québécoise d'évaluation de programme

Vol 1 no 1

Mot du responsable

Voici le premier numéro du **Bulletin** de la Société québécoise d'évaluation de programme. Ce bulletin s'adresse à tous les membres de la SQEP et vise principalement l'échange d'information sous toutes ses formes. Plus précisément le **Bulletin** favorisera l'échange entre les membres, transmettra l'information sur les différentes activités de la Société et de ses membres. Il constitue ainsi un moyen privilégié de contact entre le conseil d'administration et les membres entre les assemblées générales.

Ce bulletin se métamorphosera lors des prochaines parutions en fonction de la participation de ses lecteurs. Le nombre de rubriques

sera sans doute augmenté, les opinions du lecteur seront les bienvenues, l'apport d'un caricaturiste serait apprécié et toutes les suggestions concernant la mise en page, le nom ou la forme seront considérées.

La responsabilité du contenu d'un article restera à l'auteur. La remarque s'applique également pour la forme comme, par exemple, la féminisation des titres. On ne retrouvera aucune forme de censure en autant que les sujets abordés soient d'intérêt pour les membres de la SQEP et qu'ils ne soient pas désobligeants envers une personne ou un groupe de personnes.

Alain Saucier

Entente de collaboration SQEP-SCE

L'affiliation de la Société Québécoise d'Évaluation de Programme (SQEP) comme aile ou section québécoise de la Société Canadienne d'Évaluation (SCE) a donné lieu à une entente dont voici les grandes lignes:

"...même comme aile québécoise de la SCE, la SQEP demeure un organisme autonome... les cotisations sont fixées selon les statuts ou les règlements consolidés de l'un ou l'autre organisme; cependant, les membres cotisant à la SCE peuvent s'acquitter de leur cotisation directement à cette instance ou par l'entremise de la SQEP... La SCE verse à la SQEP une ristourne pour chaque membre de la Société canadienne d'évaluation qui veut aussi être membre de la société québécoise d'évaluation de programme... La SQEP assume la défense et la représentation de ses membres et promeut l'évaluation de programme au Québec, alors que la SCE le fait au Canada... Chaque société informe l'autre de ses activités principales, de ses représentations auprès des corps politiques et de ses demandes de subventions publiques...

MKL

Livres, articles, documents

La planification de la santé, par Pineault R. et Daveluy C. Ed. Agences d'Arc, Ottawa-1986 (480 pages)

Le volume de Pineault et Daveluy, en plus d'être écrit en français, a le mérite de situer l'évaluation dans un processus global où on se préoccupe notamment de déterminer des besoins, d'établir des priorités, de développer un plan de programme et de planifier la mise en oeuvre. Les auteurs proposent de nombreuses méthodes et façons de procéder pour traverser ces étapes. Le chapitre sur l'évaluation a 65 pages et on y traite notamment de méthodes ou de devis et aussi du contexte organisationnel et socio-politique de l'évaluation des programmes de santé. Les deux auteurs sont québécois et ont une expérience de 15 à 20 ans du secteur de la santé et de la planification.

Méthodes d'évaluation, Battista R.N. et Tremblay J. in Dufresne J. et al. **Traité d'anthropologie médicale**

D'entrée de jeu, les auteurs précisent que leur texte ne s'adresse pas aux spécialistes de

Sommaire

- **Mot du responsable**
- **Entente SQEP-SCE**
- **Livres, articles, documents**
- **Des correspondants en puissance**
- **Mot du président**
- **Administration publique**
- **Colloque**

l'évaluation mais plutôt aux consommateurs de littérature évaluative qui s'intéressent au discours sur la santé. Battista et Tremblay tentent de réaliser une synthèse des différentes approches évaluatives afin de faire ressortir la complémentarité de la perspective épidémiologique et de la perspective des sciences sociales. Après cette revue, qui a le mérite de constituer un vademecum acceptable, ils tiennent quelques propos sur l'évaluation professionnelle traitée selon trois volets: l'évaluation de la qualité des soins et des services, l'évaluation des programmes et l'évaluation institutionnelle. Leur texte se termine avec quelques considérations relatives à l'utilisation de l'évaluation.

MKL

Des correspondants en puissance

Pour alimenter une rubrique composée de nouvelles des membres, qui de mieux placés que les membres eux-mêmes? C'est pourquoi outre les nouvelles que ceux-ci pourront directement nous transmettre eu égard à des nominations, des productions, des événements, des projets, des invitations ou des offres de collaboration ponctuelles, etc., les membres seront parfois contactés par téléphone par des collaborateurs du Bulletin de la SQEP chargés de recueillir des informations intéressantes à partager via notre organe de liaison. A ce stade-ci de notre organisation, nous envisageons d'avoir au moins un super-collaborateur pour chacune des régions de Québec, Montréal et Hull, chacune de ces personnes devant disposer d'un réseau pyramidal de collaborateurs ayant eux-mêmes à maintenir le contact avec un nombre limité de membres.

La personne à rejoindre pour offrir vos services comme collaborateurs à cette rubrique ou pour donner déjà de vos nouvelles:

MICHEL LAFLAMME

(1-418-529-7351)

Mot du président

Très chers membres,

Je tiens à vous faire part brièvement de ce que notre association a réussi à réaliser durant les six premiers mois de son existence, à vous informer de ce que nous sommes en train de préparer, et à vous esquisser ce qui paraît déjà à l'horizon.

• Des membres actifs, deux déjeuners-causeries, une entente

La Société québécoise d'évaluation de programmes a réussi à organiser deux déjeuners-causeries qui ont été un franc succès. Le premier à Québec, où 90 personnes sont venues entendre le professeur Réjean Landry, et le second à Montréal, où 60 personnes ont été surprises d'entendre le professeur Léonard Rutman faire sa

présentation et répondre aux questions en français. Nous avons aussi conclu une entente de principe avec la Société canadienne d'évaluation pour éviter qu'il y ait deux associations distinctes d'évaluateurs de programmes au Québec, et pour que nos futures relations soient clairement établies. Déjà la SCE nous a prêté une somme de mille dollars qui nous sert de fonds de roulement pour la préparation de nos activités, et désormais les membres de la SCE sont membres de la SQEP. Par contre, ceux d'entre nous qui ne voudraient pas bénéficier des services offerts par la SCE, essentiellement une lettre périodique d'informations, un journal et un congrès annuel, peuvent faire partie de la SQEP seulement.

• Notre prochain conférencier: Madame Rollande Montsion

Des membres se sont offerts pour accomplir diverses tâches qu'il était nécessaire de faire le plus rapidement possible; ainsi l'équipe d'évaluation du ministère de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu a bien voulu organiser le prochain déjeuner-causerie qui aura lieu le 17 septembre à midi au Château Frontenac. Je vous invite à réserver dès maintenant votre billet au bureau de Jacques Lavigne au (418) 643-1246 afin d'entendre le vérificateur général d'Hydro-Québec, Madame Rollande Montsion nous entretenir sur les relations qui devraient exister entre l'évaluation de programme et la vérification. Nous avons voulu d'ailleurs informer les membres de l'Institut de vérification afin qu'ils se joignent à nous pour ce déjeuner, et je vous invite à contacter vos collègues vérificateurs et à les encourager à vous accompagner à ce premier événement après les vacances.

• La première réunion annuelle et un bulletin d'information

Une autre équipe sous la direction de René Potier du ministère de l'Énergie et des Ressources se penche sur l'organisation de notre première réunion annuelle qui devrait avoir lieu cet automne. Pendant ce temps, Alain Saucier du ministère de la Santé et des Services sociaux a bien voulu se pencher sur la question des communications avec les membres et sur la préparation de ce bulletin dont la fréquence dépendra des nouvelles que vous voudrez bien nous faire parvenir. Pour plus de renseignements, n'hésitez pas à communiquer avec Alain.

• Des échanges sur les travaux en cours

Michel Laflamme du CSS de Québec nous a suggéré d'organiser des rencontres pour que nous ayons l'occasion d'entendre périodiquement l'expérience de nos collègues. Je crois personnellement que ce devrait être l'activité principale de la SQEP pendant ces prochaines années. Toute personne qui voudrait exposer son expérience en évaluation de programme est invitée à me contacter au (418) 644-4745.

• Un atelier d'une journée sur les statistiques

Je tenterai de préparer un premier atelier de formation d'une journée qui devrait avoir lieu fin de novembre ou début décembre. Le sujet de ce premier atelier sera "L'analyse statistique, révision des principes de base". Les vingt-cinq premières personnes qui me contacteront au (418) 644-4745 seront assurées d'une place à cet atelier qui devrait intéresser plusieurs d'entre nous. A la fin de cet atelier, les participants auront revu les concepts de base de l'analyse statistique et se seront munis des références les plus à date sur les documents et les cours disponibles dans ce domaine.

• Le congrès 88 à Montréal

Plusieurs membres de Montréal se consacrent déjà à l'organisation du congrès annuel de la Société canadienne d'évaluation qui aura lieu à Montréal du 15 mai au 17 mai 1988. Le thème est déjà choisi: "Evaluer avec des ressources limitées"; une situation que la plupart d'entre nous connaissons, donc un thème qui devrait nous permettre d'exprimer nos expériences et d'entendre les points de vue de nos collègues du Canada tout entier. Un appel pour vos propositions de participation vous parviendra officiellement sous peu, mais soyons déjà avertis que la date limite pour nos propositions est le 31 décembre 1987. Celles-ci doivent parvenir à Nathalie Kishchuk au (514) 682-3400. On attend 400 personnes à ce congrès et nous devrions viser une participation de 100 membres du Québec.

• ...Une société à l'image de ses membres

La mise sur pied d'une nouvelle société n'est pas une mince tâche, mais il semble bien que 1987 aura été un moment historique pour l'évaluation de programme au Québec, et ce, grâce à la collaboration d'un grand nombre de membres, et au support de plusieurs autres qui n'ont peut-être pas encore le temps ou le goût de participer pleinement à la préparation des activités de la société, mais qui sont heureux d'y assister lorsque l'occasion se présente.

André Laurion

L'évaluation de programme dans l'administration publique

Mandaté pour favoriser l'implantation de l'évaluation de programme, le Centre pour le développement de la productivité du Secrétariat du Conseil du Trésor a entrepris de faire le portrait des activités gouvernementales dans ce domaine. A cette fin, il a adressé à tous les ministères et à la plupart des organismes un questionnaire portant sur la mise en oeuvre de l'évaluation de programme dans leur organisation ainsi que sur leurs réalisations, leurs priorités de développement et leurs besoins en ce domaine.

Quarante-sept des cinquante-neuf ministères et organismes consultés ont répondu au questionnaire. Un premier examen des résultats indique un intérêt et des besoins grandissants en matière d'évaluation de programme. En effet, dans la plupart des ministères (16/18 ou 89%) et dans un bon nombre d'organismes (10/29 ou 34,35%), une unité est spécifiquement mandatée pour s'occuper de l'évaluation de programme. En outre, les deux tiers des ministères qui ont répondu, sont à élaborer ou possèdent déjà une politique d'évaluation de programme. La situation est différente, pour les organismes toutefois, où seulement 24% des répondants disent avoir ou préparer une telle politique.

Par ailleurs, un bon nombre d'organismes ont mis en place des systèmes d'indicateurs-clés pour suivre les programmes (45%) ou s'approprient à le faire (14%). Les ministères sont moins avancés en ce domaine: cinq ministères (28%) disent avoir des systèmes d'indicateurs-clés et sept (39%) disent que de tels systèmes sont en préparation.

On ne s'étonnera donc pas de trouver en tête de liste des priorités des ministères la réalisation d'études d'évaluation alors que les organismes privilégient l'implantation d'une politique. Par ailleurs, les deux types d'organisation se rejoignent ensuite pour privilégier la mise en place d'indicateurs-clés, la préparation de guides et d'outils et la formation des gestionnaires avant la formation des praticiens.

Lorsqu'on leur demande d'exprimer leurs besoins en regard de ces priorités, les ministères et organismes placent en tête de liste les guides et outils, les sessions de formation et un service de conseil et d'expertise; viennent ensuite, dans l'ordre, les contacts et échanges avec d'autres intervenants, la documentation et enfin, l'information sur les réalisations et activités des autres organismes et ministères.

Appelés à préciser leurs besoins en matière de formation, ils privilégient les deux domaines suivants: "concept, design et utilisation de systèmes d'indicateurs-clés" et "initiation aux concepts et à la démarche d'évaluation". Les questions méthodologiques et l'utilisation des résultats sont reléguées à la fin de la liste, alors que l'implantation de la fonction, la planification et la réalisation d'études d'évaluation occupent la position intermédiaire.

Enfin, dans le domaine méthodologique, les priorités de formation sont les suivantes: choix d'un modèle; élaboration de questionnaires; échantillonnage; traitement statistique et production de rapports.

Pour de plus amples renseignements, vous pouvez communiquer avec M. Jean Langlais ou M. Patrick Moran à l'adresse et au numéro de téléphone suivants:

Centre pour le développement de la productivité
Conseil du trésor
Service de l'évaluation de programme
1052, rue Conroy, Edifice "G"
Aile Conroy, 3ème étage
Québec (Québec)
G1R 5E6 Tél: (418) 643-1946
Louise Bussière

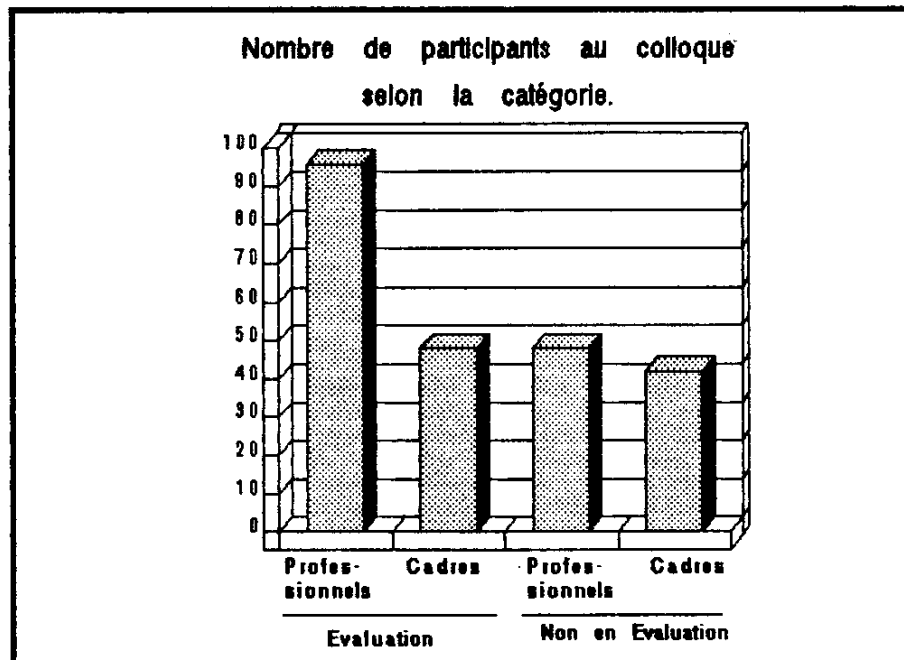
L'évaluation des programmes publics au Québec où en est-on?

Telle était la question posée lors du premier colloque sur l'évaluation de programme organisé par le Centre pour développement de la productivité avec la collaboration de divers ministères et organismes, autrement dit avec plusieurs des membres de la SQEP. Pour une première, ce fut une réussite si l'on considère le niveau de participation, plus de 200 personnes dont la moitié s'étaient identifiées directement à la fonction d'évaluation (voir graphique).

En ce qui concerne le degré de satisfaction des participants, 80 % des 92 répondants au questionnaire d'évaluation du colloque ont signifié que cette activité avait répondu à leurs attentes en tout ou en partie. L'activité la plus appréciée a été sans contredit la conférence du midi de Jacques Plante, professeur à l'Université Laval, dont la présentation avait pour thème **Comment rendre viable l'évaluation des programmes?** Les présentations des 8 études de cas ont également été fort appréciées. Il semble bien que les échanges sur les expériences vécues en évaluation de programme au Québec constituent un élément important dont devra tenir compte la SQEP.

Au fait avez-vous une réponse à proposer à la question proposée comme thème à ce colloque? Si oui, faites-la nous connaître grâce à une nouvelle chronique portant sur les opinions du lecteur.

Alain Saucier



Déjeuner-causerie du 17 septembre au Château Frontenac

Les relations entre l'évaluation de programme et la vérification intégrée

La gestion d'organismes et d'entreprises en devenant de plus en plus complexe a fait naître le besoin d'outils de gestion de plus en plus sophistiqués. Parmi ceux-ci, deux ont été

particulièrement exploités dans les années 1970 et 1980 : la vérification interne et l'évaluation de programme.

En revoyant brièvement l'évolution, les objectifs et les processus utilisés par les deux groupes de spécialistes, la conférencière mettra en lumière les ressemblances, les différences et les utilisations réelles et possibles des deux outils de gestion considérés.

Faire parvenir toute correspondance à:
Alain Saucier
1075 Chemin Ste-Foy, 3ème étage
Québec (Québec)
G1S 2M1 (418)